

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 09/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STAUB FONDERIE**

Rue des Fondeurs  
59660 Merville

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\STAUB\_Merville\_0007003219\2\_INSPECTIONS\2025\_11\_18\_rejets aqueux  
Code AIOT : 0007003219

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement STAUB FONDERIE implanté RUE DES FONDEURS 59660 Merville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STAUB FONDERIE
- RUE DES FONDEURS 59660 Merville
- Code AIOT : 0007003219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Merville est une fonderie qui produit des articles de cuisson en fonte qui subissent un émaillage. La fonte est produite grâce à deux cubilots utilisés sous un régime de production de 3,5 t/h. Après séparation des moules, au décochage, les pièces sont meulées, grenaillées avant émaillage. Le site emploie environ 310 personnes sur une superficie d'environ 57 000 m<sup>2</sup>.

Les installations sont soumises à autorisation au titre des rubriques 2551-1 et 3240.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site date du 29 août 2022.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.1	Sans objet
3	localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.5	Sans objet
4	mesure température et pH	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.7	Sans objet
6	surveillance nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article Chapitre 4.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne connaissance des différents réseaux d'eaux pluviales et usées ainsi que des réseaux de distribution.

L'inspection a permis d'éclaircir la notion de "débit moyen journalier".

L'inspection a également mis en évidence une incohérence entre les articles 4.4.5 et 4.4.9 de l'arrêté du 29/08/2022 au niveau du volume du débit total pouvant être rejeté (rejet n°1).

**Une connaissance insuffisante du volume total d'eaux pluviales rejeté est également mis en évidence. Il est demandé à l'exploitant de clarifier ce point.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réseau alimentation et collecte
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que du SDIS 59. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).  <b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé un plan reprenant l'ensemble des réseaux (eaux sanitaires, eaux pluviales, eaux usées industrielles, eaux de refroidissement, eaux industrielles traitées) y compris l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (forage et eau du réseau). Les disconnecteurs sont repris. Les installations de traitement y figurent. <b>L'ensemble des ouvrages n'est pas toujours identifié : localisation du point de contrôle des rejets, pompes, vannes...).</b>  Pour améliorer la lisibilité de ce plan, des plans spécifiques aux différentes catégories de réseaux ont été également créés. Le plan relatif aux eaux pluviales reprend l'ensemble des eaux pluviales sans distinction. <b>Prévoir une couleur différente permettant de dissocier les eaux de toiture des eaux de voiries.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant complètera les plans des réseaux en ajoutant les éléments manquants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : identification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, catégories d'effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : - les eaux vannes et les eaux usées issues des sanitaires ; les eaux de refroidissement (trop plein) ; les eaux de process (les eaux de nettoyage de l'émaillerie et les eaux de la sablerie) ; les eaux pluviales de toitures, de voiries et parking.

**Constats :**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux pluviales ;
- les eaux de refroidissement ;
- les eaux de process avant traitement et après traitement. Les eaux de process sont les eaux de nettoyage et rinçage des cabines d'émaillerie et les eaux provenant de la zone de broyage. **En revanche, l'exploitant précise qu'il n'y a pas d'eaux usées provenant de la sablerie ;**
- les eaux vannes et sanitaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : localisation des points de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, points de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 : rejet STEP émaillerie
Nature des effluents	Eaux industrielles + eaux pluviales du site (toiture + voirie)
Débit	100 m <sup>3</sup> /jour
Exutoire du rejet	La Bourre
Traitement avant rejet	Station de traitement pour les effluents industriels + décantation et filtration pouzzolane
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Milieu naturel

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 : rejet fonderie
---	----------------------

Nature des effluents	Eaux de refroidissement + eaux pluviales du site (toiture + voirie)
débit	100 m <sup>3</sup> /jour
Exutoire du rejet	La Bourre
Traitement avant rejet	Décantation et filtration pouzzolane
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Milieu naturel

### Constats :

Deux rejets vers le milieu naturel sont identifiés au niveau de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022. Ces deux rejets ont été visualisés sur le site.

Le rejet n°1 est constitué des eaux industrielles usées traitées (en provenance de l'atelier émaillerie) et des eaux de toiture et voirie. Un débit limite est imposé pour le rejet de l'ensemble de ces eaux (100 m<sup>3</sup>/jour).

**L'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2022 mentionne un débit moyen journalier limite à 100 m<sup>3</sup>/jour mais uniquement pour le rejet des eaux industrielles provenant de l'atelier émaillerie avant mélange avec les eaux pluviales.**

**Il y a donc une incohérence entre ces deux prescriptions qui imposent la même valeur limite au débit du rejet n°1 mais qui ne prennent pas en compte la même nature des effluents.**

L'exutoire premier du rejet est un fossé situé à l'extérieur du site aboutissant dans le cours d'eau La Bourre.

Avant rejet les eaux en mélange passent par un bassin de décantation muni d'un filtre de pouzzolane. Le dimensionnement de l'ouvrage de traitement n'a pas été vérifié. Un canal venturi est positionné en sortie, directement avant le rejet au fossé. **L'exploitant précisera si ce canal venturi reste exploité.**

Le rejet n°2 est constitué des eaux de refroidissement (estimées entre 2 et 4 m<sup>3</sup> dans l'étude d'impact de 2017) et des eaux de toiture et de voiries.

Aucune autosurveillance n'est réalisée (ni demandée) permettant de s'assurer du respect de ce débit.

L'exutoire du rejet est le même fossé situé à l'extérieur du site aboutissant dans le cours d'eau La Bourre. Les eaux sont traitées par décantation et filtre pouzzolane avant rejet. Le dimensionnement de l'ouvrage de traitement n'a pas été vérifié.

Le débit du rejet n°1 sera de nouveau évoqué au point 5 relatif aux valeurs limites (VL).

**La consultation du plan de rejet des eaux pluviales montre que d'autres rejets d'eaux pluviales de toiture ou de voiries sont réalisés dans le fossé sans être identifiés dans l'arrêté préfectoral.** Ils ont néanmoins été évoqués dans l'étude d'impact en 2017 en minimisant (**sans le justifier**) le volume rejeté : *"la quasi totalité des eaux pluviales est dirigée vers les deux points de rejet du site vers le fossé qui borde le site, ... quelques points de collecte sont par ailleurs directement rejetés dans ce même fossé"*.

**De même, une noue est présente recueillant des eaux pluviales de toiture. Ce point particulier n'avait pas été évoqué dans la mise à jour de l'étude d'impact en 2017.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Un besoin de clarification des volumes d'eaux rejetés est nécessaire. L'exploitant procédera à un inventaire des rejets d'eaux pluviales existants sur le site (dans le fossé ou par infiltration). Ils seront caractérisés en terme de qualité et volume.**

**Ces éléments permettront de modifier les prescriptions des articles 4.4.5 et 4.4.9.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : mesure température et pH

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, température pH

**Prescription contrôlée :**

... les effluents respectent également les caractéristiques suivantes :

- température  $\leq 30^{\circ}\text{C}$ ,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, la valeur de pH en sortie de la station de traitement affiche 7,4, la valeur de température affiche 17,2 °C.

Les résultats de l'autosurveillance consultés sur la période de juin 2025 à fin janvier 2026 indiquent que :

- le pH se situe dans l'intervalle compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température reste inférieure à 30 °C.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : valeurs limites

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.4.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet dans le milieu naturel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :  
 Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejet n°1 : STEP émaillerie

Débit moyen journalier de 100 m<sup>3</sup>/jour.

Paramètres (code SANDRE)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux journalier (kg/jour)
MES (1305)	40	4
DBO5 (1313)	40	4
DCO (1314)	100	10
Azote global (1551)	30	3
Phosphore total (1350)	0,1	0,02
Indice phénols (1440)	0,3	0,03
Chrome hexavalent et composés (1371)	0,1	0,01
Cadmium (1388)	0,05	0,01
Plomb et ses composés (1382)	0,2	0,02

Cuivre et ses composés (1392)	0,5	0,05
Chrome et ses composés (1389)	0,5	0,05
Nickel et ses composés (1386)	0,2	0,02
Zinc et ses composés	1,5	0,15
Manganèse et ses composés (1394)	1	0,1



(1394)		
Etain et ses composés (1380)	2	0,2
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) (7714)	5	0,5
Composés organiques halogénés (AOX) (1106)	1	0,1
Hydrocarbures totaux (7009)	10	1
Fluor et composés (7073)	15	1,5

### Constats :

Ont été regardés les deux derniers contrôles inopinés de 2024 et 2025 ainsi que les résultats de l'autosurveillance sur la période d'avril 2025 à janvier 2026.

**Le contrôle inopiné de juillet 2024 a montré deux gros dépassements en concentration et flux pour les paramètres DCO et DBO5. L'origine de ces dépassements n'a pas pu être identifiée par l'exploitant.** Ce dernier indique que depuis le 15/07/2024, aucun dépassement de la valeur limite (VL) pour les paramètres DCO et DBO5 n'a été constaté. La consultation des résultats de l'autosurveillance confirme l'absence de dépassements depuis cette date.

Les résultats du contrôle inopiné d'avril 2025 ne montrent aucun dépassement des valeurs limites tant en concentration qu'en flux.

L'exploitant transmet ses résultats d'autosurveillance à l'aide de l'application "Gidaf" conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014.

Les résultats de l'autosurveillance montrent :

- un dépassement récurrent de la VL du paramètre débit mesuré en sortie de la station de traitement émaillerie.

Cependant le débit réglementé est le "débit moyen journalier". **Cette valeur de débit moyen journalier s'obtient en faisant la moyenne des débits journaliers sur un pas de temps mensuel.**

L'application "Gidaf" ne permet pas de comparer automatiquement la valeur "débit journalier" à la moyenne des débits journaliers sur un pas de temps mensuel. L'application compare chaque "valeur journalière" de débit à la valeur limite de 100 m<sup>3</sup>/jour. Dès lors cette application affiche des non conformités récurrentes qui n'ont pas lieu d'être.

La prise en compte de la moyenne des débits journaliers sur un pas mensuel d'avril à janvier 2026 montre que la valeur maximale du débit moyen journalier est de 95 m<sup>3</sup>/h atteinte en juillet 2025.

- quelques dépassements ponctuels du paramètre MES (1% des valeurs mesurées à fréquence journalière) ;

- **des dépassements faibles mais fréquents pour la paramètre azote global (NLG).** Pour ce paramètre l'inspection a étendu la période regardée de janvier 2025 à janvier 2026. **23 % des valeurs en concentration et 31 % des valeurs en débit dépassent la VL fixée pour une fréquence**

de surveillance mensuelle (soit 13 valeurs). Il n'y a pas de gros dépassement (deux fois la VL). Les valeurs maximales ont été de 34 mg/l en concentration (pour une VLE à 30) et 4,32 kilogrammes/jour pour le flux (pour une VL à 3). **La valeur limite du paramètre azote n'est pas respectée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 6 : surveillance nappe souterraine

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article Chapitre 4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance nappes d'eau souterraines et des sols

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un réseau piézométrique permettant la surveillance de la nappe des alluvions. Ce réseau est composé a minima d'un piézomètre en amont hydraulique et de deux piézomètres en aval. Ce réseau permet la surveillance de la nappe au droit des zones identifiées dans les études de sol phases A et B réalisées en décembre 1999 et avril 2002 pour les paramètres suivants :

PZ	Localisation	Paramètres
1	LOGISTIQUE	Cadmium, chrome total et chrome VI, nickel et chlorures
2	PORTILLON PIETON	Cadmium, chrome total et chrome VI, nickel et chlorures
3	FONDERIE	Cadmium, chrome total et chrome VI, nickel et chlorures

##### **Constats :**

Trois piézomètres sont présents sur le site, permettant de définir le sens d'écoulement de la nappe.

Les trois dernières campagnes ont été regardées. Les paramètres contrôlés sont ceux repris dans le chapitre 4.5.

La fréquence de contrôle fixée à l'article 10.2.4 prévoit un prélèvement pour analyse deux fois par an (hautes-eaux et basses-eaux) mais sur **au moins deux puits de contrôle.**

L'inspection estime que chaque ouvrage doit être contrôlé deux fois dans l'année ne serait-ce que pour déterminer le sens d'écoulement de la nappe souterraine le jour du prélèvement. La fréquence minimale de prélèvement sera modifiée dans le prochain arrêté complémentaire.

**Une carte piézométrique doit être réalisée à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant**

confirmera que les ouvrages sont nivelés NGF.

L'exploitant réalise déjà deux campagnes de surveillance annuelle sur les trois ouvrages.

**Les prélèvements doivent se faire au même moment dans l'ensemble des ouvrages.** On trouve pour la campagne de basses eaux de 2023, **un prélèvement sur le PZ3 réalisé le 11/10/2023 et un prélèvement sur le PZ1 le 06/11/2023.**

**Les prélèvements effectués en basses-eaux sont réalisées en septembre, octobre ou novembre.** Pour une meilleure représentativité, il faut privilégier une même période proche de la fin de l'été. Les prélèvements en hautes-eaux sont réalisés en avril.

L'exploitant précisera s'il compare ces résultats à des valeurs de référence (par exemple les valeurs de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique) et comment il suit la tendance des résultats (constitution de graphes ?).

L'exploitant s'assurera que chaque prélèvement fait l'objet d'une " fiche d'échantillonnage" permettant de s'assurer que l'ensemble des conditions de prélèvements sont reconduites à chaque fois (positionnement et débit de la pompe, conditions d'arrêt de la purge (stabilité des paramètres physico-chimiques qui doivent donc être mesurés), conditionnement des échantillons...). Cette traçabilité des conditions de prélèvement permet d'assurer une bonne représentativité des résultats et permet leur comparaison.

Les rapports d'installation des ouvrages (installés dans les années 2000 selon l'exploitant) ne sont pas disponibles aujourd'hui. **Une inspection des ouvrages permettrait de connaître les caractéristiques des ouvrages et leur état.**

Type de suites proposées : Sans suite